Pendant que les IsraÃ©liens Ã©taient dans la rue, Smotrich a dÃ©voilÃ© ses plans dâ??annexion

Description

Par Roni Pelli, le 27 juillet 2023

Alors que les protestations sâ??intensifiaient la semaine derniÃ¨re Ã propos de la refonte judiciaire, le ministre des Finances israÃ©lien a dÃ©clarÃ© pour ainsi dire la fin des accords dâ??Oslo.

Le ministre israÃ©lien des Finances Bezalel Smotrich lors dâ??une discussion et dâ??un vote sur le budget de lâ??Ã?tat dans la salle de rÃ©union de la Knesset, Ã JÃ©rusalem, le 23 mai 2023. (Yonatan Sindel/Flash90)

Bezalel Smotrich est un fin stratÃ¨ge politique qui a su Ã©viter lâ??erreur commise par son collÃ¨gue de la coalition, le ministre de la Justice Yariv Levin. Contrairement Ã Levin, Smotrich, qui est Ã la fois ministre des Finances dâ??IsraÃ«l et Ã la tÃªte du Bureau dâ??administration des colonies, nouvellement crÃ©Ã© au sein du ministÃ¨re de la DÃ©fense â?? rÃ´le qui lui accorde des pouvoirs de mise en application concernant la construction palestinienne, la planification des colonies et lâ??attribution des terres en Cisjordanie â?? nâ??a pas convoquÃ© une confÃ©rence de presse pour annoncer la mise en Å?uvre de la refonte judiciaire massive qui sâ??est heurtÃ©e Ã une rÃ©sistance gÃ©nÃ©ralisÃ©e de la part de vastes pans du public israÃ©lien.

Il nâ??a pas non plus proclamÃ©, de son ton le plus militant, quâ??il Ã©craserait la dÃ©mocratie israÃ©lienne. Smotrich semble comprendre quâ??une action efficace, en particulier lorsquâ??il sâ??agit dâ??une entreprise de colonisation, se fait discrÃ¨tement et dans les coulisses.

Mercredi dernier, lors dâ??une discussion en Commission des affaires Ã©trangÃ¨res et de la dÃ©fense, il a dÃ©voilÃ© son projet rÃ©volutionnaire dâ??annexion en Cisjordanie occupÃ©e. Pendant quâ??il faisait cela, son ami, le dÃ©putÃ© Simcha Rothman, menait une discussion tumultueuse et trÃ¨s mÃ©diatisÃ©e au sein de la Commission Constitutionnelle Ã propos du projet de loi trÃ¨s controversÃ© qui limiterait la clause de Â« raisonnabilitÃ© Â», quelques jours seulement avant son adoption par la Knesset.

La discussion au sein de la commission des Affaires Ã©trangÃ¨res et de la DÃ©fense sâ??est tenue sous le titre Â« La prise de contrÃ´le des zones ouvertes par lâ??AutoritÃ© palestinienne Â». Au dÃ©but de la rÃ©union, le reprÃ©sentant de lâ??Administration civile â?? lâ??organe militaire chargÃ© de surveiller la vie des civils vivant dans les Territoires occupÃ©s â?? a fourni des donnÃ©es montrant quâ??il nâ??existe pas de voie lÃ©gale permettant aux palestinien.ne.s de construire dans la zone C de la Cisjordanie, qui en couvre plus de 60 % et est entiÃ¨rement sous contrÃ´le militaire

israÃ©lien. Environ 98% des demandes palestiniennes de permis de construire sont rejetÃ©es, a dÃ©clarÃ© le reprÃ©sentant.



Une maison palestinienne Ã Walajeh, prÃ¨s de BethlÃ©em en Cisjordanie occupÃ©e, le 22 fÃ©vrier 2023. Wisam Hashlamoun/Flash90)

Ceci, en soi, nâ??a rien de nouveau; on a connu des discussions similaires Ã la Knesset au cours des cinq derniÃ¨res annÃ©es. Ce dernier dÃ©bat avait pourtant quelque chose de bien singulier. La plupart des prÃ©cÃ©dentes discussions Ã©taient caractÃ©risÃ©es par lâ??emploi de la terminologie usuelle des organisations de colons et de lâ??extrÃªme droite, qui travaillaient alors sans relÃ¢che pour amener les dÃ©cideurs Ã adopter leur idÃ©ologie et leurs politiques. Mais maintenant, ce sont les reprÃ©sentants de ces organisations, dont Smotrich, qui dirigent le gouvernement, et leur idÃ©ologie sâ??est transformÃ©e en politique dâ??Ã?tat.

Le premier signe du changement Ã venir fut la prÃ©sentation de lâ??homme qui menait la discussion, le dÃ©putÃ© Avihai Boaron, qui reprÃ©sente le mouvement colonisateur au Likud. La prÃ©sentation de Boaron traitait de la construction palestinienne dans quelques zones ouvertes des zones A et B [la premiÃ¨re est censÃ©e Ãªtre sous le contrÃ´le total de lâ??AutoritÃ© palestinienne, tandis que la seconde est partagÃ©e entre lâ??AP et lâ??armÃ©e israÃ©lienne], laquelle, selon lui, nuit Ã lâ??entreprise de colonisation en interrompant la contiguÃ¯tÃ© territoriale et en empÃªchant lâ??expansion. Suite aux remarques dâ??ouverture de Boaron, le comitÃ© est devenu la scÃ¨ne idÃ©ale pour que Smotrich prÃ©sente sa rÃ©volution.

Smotrich conteste le fait que les citoyens et citoyennes dâ??IsraÃ«l rÃ©sidant dans les Territoires occupÃ©s soient sous souverainetÃ© militaire et non sous celle dâ??un organisme civil israÃ©lien. De par sa nature mÃªme, lâ??armÃ©e, a dÃ©clarÃ© Smotrich au ComitÃ©, est prÃ©occupÃ©e par les questions de sÃ©curitÃ©. Et bien que la sÃ©curitÃ© soit importante, a prÃ©cisÃ© le ministre, un demi-million de juifs et de juives dâ??IsraÃ«l ayant des besoins civils vivent en Cisjordanie et ont donc le droit, non seulement de profiter dâ??une gestion gouvernementale de leur vie, mais aussi de se voir assurÃ©.e ;s que leurs besoins civils ne passent pas Ã la trappe devant des considÃ©rations de sÃ©curitÃ©.

En outre, la bureaucratie militaire est alambiquÃ©e, a-t-il ajoutÃ©, et les services que lâ??administration civile fournit aux colons sont lents et encombrants. Câ??est prÃ©cisÃ©ment lÃ quâ??intervient son Administration des colonies, dont le bureau fut crÃ©Ã© sous le gouvernement actuel dans le cadre du ministÃ¨re de la DÃ©fense, pour transfÃ©rer la responsabilitÃ© des Territoires occupÃ©s, actuellement entre les mains des militaires, aux mains des civils â?? en totale violation du droit international.



Un chantier de construction de nouveaux logements dans la colonie juive de Shiloh, en Cisjordanie occupÃ©e, le 21 juin 2023. (Yonatan Sindel/Flash90)

Pour Smotrich, la rÃ©volution quâ??il inaugure est une cÃ©lÃ©bration de la dÃ©mocratie. En rÃ©alitÃ©, il sâ??agit tout simplement dâ??une dÃ©claration dâ??annexion. Quant aux millions dâ??autres rÃ©sident.e.s de la Cisjordanie â?? ceux et celles qui ne peuvent ni voter ni se faire Ã©lire au parlement israÃ©lien â?? Smotrich a clairement indiquÃ© quâ??il nâ??y avait pas lieu de sâ??inquiÃ©ter. Le ministre a prÃ©cisÃ© que lâ??annexion ne sâ??appliquera pas uniquement Ã la zone C, et que Â« la mise en Å?uvre de la construction Â» â?? autrement dit la dÃ©molition de structures palestiniennes â?? aura Ã©galement lieu dans les zones A et B. Bien que la construction palestinienne soit, selon le Accords dâ??Oslo, tout Ã fait lÃ©gale dans ces zones, (oÃ¹ lâ??Administration civile nâ??a pas dâ??ailleurs le pouvoir de faire adopter des Â« master plans Â»), il sera toujours possibleâ?? si Smotrich parvient Ã ses fins â?? de justifier la mise en Å?uvre de la construction israÃ©lienne par dâ??autres moyens .

IsraÃ«l dÃ©molit dÃ©jÃ des maisons palestiniennes dans les zones A et B pour des Â« raisons de sÃ©curitÃ© Â». Au cours de la derniÃ¨re dÃ©cennie, le gÃ©nÃ©ral du Commandement central de Tsahal, qui, selon le droit international, est souverain en Cisjordanie, a Ã©mis des ordonnances interdisant la construction Ã proximitÃ© des routes utilisÃ©es par les colons ou dans dâ??autres zones qui pourraient mettre ceux-ci en danger. Ainsi, la possibilitÃ© de faire face Ã la Â«prise de contrÃ´leÂ» de son propre territoire par lâ??AutoritÃ© palestinienne â?? dÃ©pend finalement de comment IsraÃ«l dÃ©finit les Â«considÃ©rations de sÃ©curitÃ©Â».

Cette dÃ©finition, selon Smotrich, devra Ã©galement inclure la Â«sÃ©curitÃ© nationaleÂ», ce qui permettra dâ??inclure de telles Â« considÃ©rations de sÃ©curitÃ© Â» dans de futurs projets telle que la conservation de rÃ©serves de terrains pour assurer la continuitÃ© et lâ??expansion territoriales des colonies. Selon la proposition de Smotrich, les activitÃ©s de lâ??AP seront proclamÃ©es Â« hostiles Â», ce qui permettra aux autoritÃ©s israÃ©liennes de confisquer ses fonds et dâ??imposer des sanctions supplÃ©mentaires.

Ainsi, pendant que le public avait son attention toute entiÃ¨re tournÃ©e vers la rÃ©volution judiciaire de Rothman Ã quelques mÃ¨tres de lÃ , Smotrich a annoncÃ© son plan dâ??annexer toute la Cisjordanie sans accorder le statut civil aux rÃ©sident.e.s palestinien.ne.s de la rÃ©gion, et lâ??annulation dâ??Ã©lÃ©ments clÃ©s des accords dâ??Oslo. Cette rÃ©volution ne sera pas ancrÃ©e dans la loi. Elle sera soumise au cabinet dans environ un mois, aprÃ¨s quoi elle devra Ãªtre approuvÃ©e par le ministre de la DÃ©fense et le Premier ministre, qui est, selon Smotrich, trÃ¨s impliquÃ© et engagÃ© dans le processus.

Smotrich nâ??a pas manquÃ© de prononcer deux phrases destinÃ©es Ã calmer les critiques. La premiÃ¨re Ã©tait qu' Â»il nâ??y a pas de changement dans le statut juridique des Territoires Â», et la seconde que Â« nous restons attachÃ©s aux accords dâ??Oslo Â». Ainsi souhaitait-il sans doute jeter un os Ã la communautÃ© internationale dans lâ??espoir de lâ??apaiser, cacher son tour de passe-passe et protÃ©ger IsraÃ«l du prix diplomatique quâ??il aurait Ã payer pour lâ??annexion.



Le ministre des Finances Bezalel Smotrich visite le quartier de Nativ Haâ??avot dans le bloc de colonies de Cisjordanie Gush Etzion, le 26 octobre 2022. (Gershon Elinson/Flash90)

Le monde entier sait que toute occupation militaire est mauvaise. Une domination militaire Ã©trangÃ¨re sur un territoire ennemi nâ??est pas souhaitable ; câ??est pourquoi lâ??occupation par un belligÃ©rant est lÃ©galement considÃ©rÃ©e comme une situation temporaire. Lâ??annexion, en revanche, est illÃ©gale, câ??est prÃ©cisÃ©ment pourquoi lâ??occupant ne peut pas Ã©tendre sa souverainetÃ© sur le territoire, mais ne peut que le dÃ©tenir sous sa tutelle. Des annÃ©es de guerres sanglantes et dâ??expulsion de civils par les armÃ©es dâ??occupation des pays dans le passÃ© ont conduit la communautÃ© internationale Ã convenir quâ??aucune puissance occupante nâ??est autorisÃ©e Ã utiliser les ressources du territoire occupÃ© pour ses besoins, ni Ã transfÃ©rer une population civile pour vivre dans des zones sous occupation. Afin dâ??Ã©viter les incitations fonciÃ¨res aux guerres, les seules choses que le gÃ©nÃ©ral de lâ??armÃ©e dâ??occupation peut lÃ©galement prendre en considÃ©ration sont les intÃ©rÃªts de la population occupÃ©e protÃ©gÃ©e par la loi, et les prÃ©occupations sÃ©curitaires immÃ©diates de lâ??armÃ©e concernant le territoire occupÃ©.

Mais sous le gouvernement israÃ©lien actuel, des considÃ©rations de sÃ©curitÃ© normalement limitÃ©es sont devenues des considÃ©rations nationales et sâ??expriment dÃ©sormais sous la forme de vastes Â« master plans Â». Lâ??intÃ©gralitÃ© de la Cisjordanie est gÃ©rÃ©e uniquement au profit des juifs et juives citoyen.ne.s de la puissance occupante. Pour maintenir lâ??apparence que rien nâ??a changÃ©, et puisque, selon Smotrich, il nâ??y a pas eu de changement dans le statut juridique des Territoires, câ??est le gÃ©nÃ©ral du commandement central de Tsahal qui signera les ordonnances.

Ainsi, le gouvernement, qui prÃ©tend que sa refonte judiciaire est menÃ©e au nom de Â« lâ??Ã©galitÃ© des citoyens Â» et de la Â« dÃ©mocratie Â», sâ??emploie en fait â?? Ã Ã©tendre son contrÃ´le par la force militaire sur 3 millions de Palestiniens et Palestiniennes qui nâ??ont pas le droit de vote, Ã violer de faÃ§on flagrante le droit international, et Ã dÃ©manteler pour ainsi dire les accords dâ??Oslo.

Lâ??annexion rampante de la Cisjordanie a lieu depuis des annÃ©es. La politique de contrÃ´le dâ??IsraÃ«l sur les territoires occupÃ©s est basÃ©e sur la discrimination systÃ©matique, lâ??exclusion et le pillage. Toute prÃ©tention Ã une quelconque nature Â« temporaire Â» de lâ??occupation a disparu. La communautÃ© internationale, les Ã?tats-Unis en tÃªte, sâ??est jusquâ??Ã prÃ©sent contentÃ©e de publier de vagues dÃ©clarations en rÃ©ponse aux changements sur le terrain, et continue de rÃ©citer des platitudes creuses prÃ´nant la solution Ã deux Ã?tats et affirmant son engagement en faveur de la paix. Aujourdâ??hui, la rÃ©volution de Smotrich fait tomber le masque qui fournissait un vernis de lÃ©galitÃ© et des allures dâ?? Â« Ã©tat de droit Â» Ã IsraÃ«l. Les Ã©lus et Ã©lues dâ??IsraÃ«l clament que câ??est ainsi que fonctionne la dÃ©mocratie : vous obtenez ce pour quoi vous votez. En effet, nous paierons tous le prix de ce nouveau rÃ©gime, et comme toujours, la principale victime sera le peuple de Palestine.

Source : 972+ Magazine

Traduction BM pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. annexion
2. cisjordanie
3. Smotrich

date crÃ©Ã©e
2023/08/09